

Le militarisme unilatéral comme loi du plus fort

Trois mois avant les opérations militaires dans les territoires occupés, les autorités israéliennes donnaient beaucoup d'importance à l'arraisonnement du cargo Karine-A. Les informations diffèrent suivant les sources : l'Autorité palestinienne nie la commande, le gouvernement Sharon prétend que le navire est iranien, mais les Lloyd's (assureurs maritimes) disent qu'il est irakien. Reste l'idée qu'il s'agit d'un trafic et qu'il est illicite.

Pourtant, quand bien même l'Autorité palestinienne aurait acheté ces armes où serait le problème ? Elle a des prérogatives d'Etat. Il est donc légitime qu'elle dispose d'une force armée.

De plus qu'est-ce que cinquante tonnes d'armes, symbole d'un surarmement déraisonnable ? Evidemment pesées par personne elles ont été annoncées comme un chiffre symbolique : cinquante tonnes égal « beaucoup ». Cela représente environ cinq mille armes individuelles avec leur munitions. En quoi cela modifie-t-il le rapport de force ?

Un déséquilibre ...

Israël a une armée de 163 500 hommes plus 425 000 réservistes et 8 000 gardes-frontières. L'Autorité palestinienne n'a pas d'armée, au plus 35 000 paramilitaires (divisés en onze services différents). L'armée israélienne dispose de 3 930 chars lourds, l'Autorité palestinienne aucun. Un char lourd moderne pèse à lui tout seul dans les cinquante tonnes... L'Autorité palestinienne n'a plus aucun armement lourd et donc aucun équivalent face aux 855 canons automoteurs (calibre 155 et plus) de l'armée israélienne, rien face aux 520 canons tractés (calibre 105mm et plus), rien face aux 198 lance-roquettes multiples (calibre 122 mm et plus), rien face aux 770 mortiers de 120 mm et plus, rien face aux 1300 missiles (stinger, redevye et Chaparral). L'Autorité palestinienne pouvait tout juste concourir dans la catégorie « véhicules de combat blindés » avec 45 engins, mais face à 5900 véhicules blindés israéliens.

La marine israélienne aligne trois sous-marins et 47 bâtiments où est la

marine palestinienne ?

L'aviation israélienne dispose de 446 avions de combat (plus 250 en réserve) dont 98 F-15 et 237 F-16. L'Autorité palestinienne a un avion militaire, (qui est un avion de transport). C'est peut-être dans le domaine des hélicoptères de combat que la situation est la plus gravement déséquilibrée pour Israël qui ne dispose « que de 133 machines » face à quatre appareils palestiniens cloués au sol ?

La disproportion est écrasante en ce qui concerne les armements individuels.

Il est prévu qu'en 2002 l'Autorité palestinienne reçoive une aide militaire américaine de 75 millions de dollars. Mais la même année cette aide américaine se montera à 2 800 millions de dollars pour Israël.

Les hélicoptères de combat israéliens évoluent en toute impunité au-dessus des territoires occupés ; de même, les véhicules de combat israéliens circulent sans obstacle.

Israël consacre plus de 8 % de son PIB à la défense, développe ses ventes d'armements - de la Turquie à la Chine - tous azimuts au point d'être devenu pour la période 1997-2000, selon le service de recherche du Congrès américain le huitième fournisseur mondial d'armes aux pays du tiers-monde (commandes cumulées de la période) ; il a le taux de militarisation (27 militaires pour mille habitants) le plus élevé de la région.

Israël vient de commander cinquante avions F-16 supplémentaires en 2001 à Lockheed-Martin (deux milliards de \$), 24 hélicoptères BlackHawk à Sikorsky pour 2002.

Un Etat désarmé ?

A sa création, Israël multipliait des ateliers clandestins de fabrications de bombes, grenades, munitions puis mitraillettes Sten et autres armes individuelles qui ont donné naissance à ce qui est aujourd'hui une des principales firmes israéliennes du secteur Israël Military Industries (IMI).

Il y aurait donc un « droit à l'armement » pour une partie et pas pour

l'autre, dont on admet pourtant qu'elle devra constituer un jour un Etat. Cette « affaire » opportunément découverte (comme si les services israéliens avaient parfois manqué d'informations sur des livraisons précédentes) est non seulement un nouveau prétexte pour refuser toute négociation mais apparaît aussi dans la continuité d'une politique d'enfermement et d'écrasement de l'Autorité palestinienne.

Militarisme sans politique

Malgré les provocations et maintenant les agressions du gouvernement Sharon, une part de l'opinion israélienne veut la paix, sur la base de deux Etats mutuellement reconnus et résilie les gesticulations conjoncturelles sur ce « cargo » dans un temps long. D. Grossman¹ écrit : « Si on opprime un peuple pendant 35 ans, qu'on humilie ses leaders et qu'on harcèle sa population, sans leur donner un semblant d'espoir, ce peuple essaiera de s'élever par tous les moyens possibles ? Nous comporterions-nous différemment si nous étions dans la situation des Palestiniens ? Et nous sommes-nous comportés différemment quand pendant des années nous étions victimes de l'occupation et de la tyrannie ? »

Et il ajoute : « Ariel Sharon tirera de ce bateau jusqu'à sa dernière goutte de propagande. Les médias, pour la plupart, lui colleront aux basques. La rue israélienne, trop épuisée et apathique pour réfléchir, adoptera toute conclusion qui résoudra la contradiction morale dans laquelle elle se trouve, et qui renforcera son sentiment d'avoir raison. /../ Qui a la force, aujourd'hui, de se rappeler les commencements, les racines, les circonstances, le fait que ce que nous avons ici est une occupation, une oppression, des réactions et des contre-réactions, un cercle vicieux et sanglant, deux peuples devenus violents, corrompus et fous de désespoir, un piège de mort dans lequel nous nous enfonçons à mesure que chaque jour passe? »

Quelle catastrophe faudra-t-il pour que l'Europe et les Etats-Unis pèsent

¹ Haaretz, 6 janvier, reproduit par le site du mouvement La Paix Maintenant (PaixMaintenant@yahoogroups.com).

enfin de tout leur poids pour la réalisation d'une paix juste et durable ?

Jean-Paul Hébert